

Quelle éducation voulons-nous ?



Depuis une dizaine de jours et dans plusieurs grandes villes, des parties significatives de la jeunesse se sont mobilisées contre le projet de réforme de l'éducation mené par le gouvernement Macron et sa ministre Frédérique Vidal. Cette réforme, qui commence à se faire connaître par son rejet, a pour but d'instaurer une sélection supplémentaire à l'accès de la jeunesse aux études supérieures.

En effet, en plus des inégalités sociales qui conditionnent déjà grandement les chances d'accès et de réussite des études, le gouvernement veut réformer le Bac et faire en sorte que ce diplôme ne garantisse plus le droit de poursuivre des études supérieures, du BTS aux licences. Il s'agit de mettre en place des « fiches Avenir » pour les élèves de Terminale, qui devront renseigner (en plus de leurs nom, âge et sexe) la profession de leurs parents (donc leur milieu social), leurs activités extrascolaires (s'ils en ont les moyens), parfois aussi démontrer par des tests leurs aptitudes à poursuivre dans la filière de leur choix.

Dans le même temps, le gouvernement prévoit également une réforme des contrats d'apprentissage, dans la

droite ligne de la loi Travail. Le gouvernement continue à vouloir mettre au pas la jeunesse et le monde du travail.

UNE SOCIÉTÉ INJUSTE

Au-delà du caractère injuste et écoeurant que nous sommes de plus en plus nombreux à voir, ces réformes sont révélatrices de la société dans laquelle nous vivons. Une société où les inégalités sont entretenues et où le « un contre tous » est roi. L'éducation que veut Macron n'est que le reflet de la société voulue par les riches et les puissants. Mais est-ce que c'est cette éducation que nous voulons ? Les milliers d'étudiants et de lycéens qui sont sortis dans les rues du pays ces dernières semaines ne veulent-ils pas autre chose que le maintien du système d'éducation actuel ? C'est une minorité conséquente dont l'avis comptera.

À QUOI SERT L'ÉDUCATION ?

Ce n'est une surprise pour personne : le système actuel sélectionne déjà et il reste soumis à la demande de main-d'œuvre du patronat ; nous avons tous eu vent de ces filières « d'avenir » cen-

sées nous garantir un emploi à la sortie.

Mais en réalité, à quoi servent nos études, si ce n'est à nous conditionner à travailler et à accepter la société qu'on nous impose ?

Lorsqu'on y regarde de plus près, quel est le contenu des apprentissages ? Quelques exemples. L'Afrique a disparu des programmes d'Histoire ; les plus jeunes n'apprennent pas à choisir leurs aliments ; et la spécialisation par matière ne nous permet pas de penser les problèmes globaux auxquels nous sommes confrontés.

OÙ ALLONS-NOUS ?

Nous pensons que la jeunesse et ceux qui la forment doivent évidemment réclamer des moyens supplémentaires pour l'éducation, mais aussi réclamer une éducation réellement émancipatrice, qui fasse du développement de l'esprit critique et de la solidarité entre les individus ses valeurs principales. L'université et l'école en général sont des lieux qui doivent s'ouvrir sur la société et sur le monde. Les initiatives de solidarité et d'accueil des migrants prises sur les campus de Nantes, Lyon et Paris 8 sont des exemples

COURS MARXISTES ETINCELLE (COURANT DU NPA)

JEUDI 15 FÉVRIER 20 H
QUARTIER GUIST'HAU
(VOIR DIFFUSEURS POUR LE LIEU)



L'ACTUALITÉ DU CAPITAL

L'anniversaire des 200 ans de Karl Marx est l'occasion de revenir à son œuvre majeure *Le Capital*. Les hypothèses soulevées dans cet immense programme de recherche sont-elles d'actualité ? Le capitalisme a changé, on s'accorde tous à le penser, entre le XIX et le XXI siècles les transformations sont nombreuses. On parle d'économie de l'information, d'intelligence artificielle, de robotisation, d'ingénierie

du vivant. Mais les contradictions de l'économie de marché ont-elles disparu ? Pouvons-nous comprendre le capitalisme, son dynamisme et des crises ? Ce système est-il indépassable ? Ce sont à ces questions que nous attaquerons sans concessions lors de ce cycle de cours. Lutter est indispensable mais ne suffit pas, il nous faut redémarrer le cycle évoqué par Engels et en faire un plan de travail : lutter, étudier, organiser.

LE CAPITAL ET LES MUTATIONS CONTEMPORAINES :

LE MARCHÉ ET L'ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE, LES ENJEUX DES LUTTES POUR L'ÉDUCATION

qu'une autre fac est possible. Quand parlerons-nous des programmes, des méthodes d'enseignement ? Quand cesserons-nous de penser que l'éducation est un problème de la jeunesse, et non un problème social tout au long de la vie d'un individu ?

Cependant, toutes nos envies d'une autre éducation resteront lettre morte si la jeunesse et le monde du travail ne luttent pas pour y parvenir. Il n'y a pas de solutions faciles,

mais en nous rassemblant en assemblées dans nos lieux d'études pour discuter, nous organiser et préparer la grève, nous pouvons faire reculer ce gouvernement qui ne veut pas d'un savoir partagé et d'une jeunesse désobéissante !

Nous devons lancer trois tâches : tenir tête aux logiques du marché, fédérer les énergies et amorcer la lutte pour changer le rapport de forces.

Québec : vive la grève !

En 2012, le Québec a connu un grand mouvement étudiant en réaction aux politiques d'austérité du gouvernement. Étudiants et professeurs se sont mobilisés contre la hausse de 75 % des frais d'inscription à la fac. La facture sera amenée à être triplée sur 5 ans, avoisinant les 2800 euros par semestre. Attaque qui impose aux familles qui le peuvent de se serrer un peu plus la ceinture, à beaucoup d'étudiants de s'endetter pour payer leurs études, et à d'autres, tout simplement, d'y renoncer. En 2005, selon Statistique Canada, 57 % des diplômés avaient fait appel à un prêt pour financer leurs études, et 27 % des étudiants étaient endettés à plus de 19000 euros.

AUSTÉRITÉ QUAND TU NOUS TIENS

Sous prétexte de dette nationale, le gouvernement prend des mesures d'austérité en coupant dans le budget public. De l'austérité oui, mais pas pour tout le monde : les entreprises ont touché en aides publiques québécoises 3,5 milliards de



dollars canadiens rien que pour l'année 2011, et les grands groupes de l'industrie d'armement canadienne se goinfraient allègrement sur les dépenses fédérales militaires qui augmentaient depuis 6 ans. Le cas du Québec n'est pas isolé : entre 2008 et 2012, pas moins de la moitié des pays européens avaient sabré leur budget pour les universités. Parmi eux, la Grèce, le

Portugal, la Lituanie et l'Angleterre l'avaient déjà diminué de plus de 20 %.

UNE MOBILISATION SANS PRÉCÉDENT

En réaction, sur 8 millions de Québécois, plusieurs centaines de milliers ont pris part à des manifestations d'une ampleur jusque là inconnue au Québec : jusqu'à 300000

manifestants. Les universités ont été en grève pendant plusieurs mois, permettant une mobilisation importante des étudiants, mais pas seulement. Les manœuvres du gouvernement pour empêcher l'extension du mouvement au monde du travail n'ont pas fonctionné et, le 100e jour de grève, les travailleurs sont venus nombreux pour gonfler les rangs des étudiants mobi-

lisés. Une délimitation entre monde universitaire et monde du travail plutôt floue quand on sait que 80 % des étudiants ont occupé au moins un emploi et que le quart des étudiants travaillent au-delà de 20 h par semaine pendant leurs études.

UNE SOURCE D'INSPIRATION

La protestation contre la marchandisation de l'éducation et l'alignement de l'université sur le modèle de l'entreprise est une lutte qui doit être menée conjointement avec le monde du travail. Le gouvernement québécois, comme tous les gouvernements du monde, avait toutes les raisons de se méfier des mouvements étudiants parce qu'ils sont, par leur obstination et les chemins qu'ils défrichent, une force d'entraînement considérable pour une classe ouvrière qui a toutes les raisons d'entrer dans la lutte. Surtout que les frontières entre le monde étudiant et le monde du travail tendent à s'effacer.

20 H 17 : LA RÉVOLUTION DE 1917 AU CINÉMA !



Le festival Univerciné Russe propose trois documentaires inédits, réalisés par de jeunes cinéastes russes, sur la révolution de 1917, qui a mis

fin au tsarisme et inauguré une période d'émancipation sociale et politique sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

**ATTENTION : UNE SEULE SÉANCE
LE DIMANCHE 18 FÉVRIER À 13 H 55 AU KATORZA !**

**CINÉPHILES DE TOUS LES PAYS :
UNISSEZ-VOUS !**

HUMAN FLOW DE AI WEIWEI



En salles actuellement. Les images magnifiques de l'artiste et opposant au régime chinois, Ai Weiwei, composent un beau documentaire politique. Suivre les itinéraires d'errance et d'attente de réfugiés qui, dans divers lieux du monde, fuient la misère, la guerre. Leur donner parole et visage, incarner avec empathie celles et ceux qui sont trop souvent rejetés dans l'anonymat des discours publics. Soumettre à la critique la prétendue « crise » des réfugiés que connaîtrait l'Europe en dénonçant les responsabilités des grandes puissances et de leurs aven-

tures guerrières en Syrie et en Irak, de leur pillage des ressources de l'Afrique, en montrant de manière crue les conditions infâmes et indignes dans lesquelles ils et elles sont parqués dans des camps, maintenus aux frontières de l'Europe par des kilomètres de barbelés. Contre les hiérarchies et divisions opérées ici par des politiciens manipulant xénophobie et racisme à leur intérêt, Ai Weiwei montre la commune humanité de celles et ceux qui cherchent à échapper à des vies impossibles. Il montre aussi un monde où les trains de marchandises circulent sans entrave, alors

que des milliers de Syriens fuyant la guerre pataugent dans la boue et font face aux gardes-frontières d'une Europe claquemurée. Le témoignage est ainsi pour Ai Weiwei une dénonciation de l'immonde actuel, à hauteur d'hommes et de femmes, que l'artiste filme avec une belle empathie. On pourra regretter que cette dénonciation ne laisse que peu de place aux perspectives de lutte et de libération des migrants. Mais l'intérêt du film réside précisément dans sa force descriptive, ce qui en fait un document rare et précieux, à voir sans hésitation.